

**Défense européenne - Déclaration  
de Mme Florence Parly, ministre  
des armées, à son arrivée au Conseil  
affaires étrangères/défense  
(Bruxelles, 20 novembre 2018)**

Q - Est-ce que la mission Sophia peut être sauvée ?

R - Tout sera fait pour la sauver, cela fait plusieurs mois maintenant que les discussions ont lieu entre Etats membres européens ; nous connaissons tous l'échéance : 31 décembre 2018, donc il nous reste peu de jours avant de pouvoir aboutir.

Mais peut-être avant d'insister sur les sujets qui sont encore en suspens, laissez-moi aussi me féliciter de l'aboutissement de grands projets qui ont été discutés hier au sein du Conseil affaires étrangères et défense puisque ce Conseil a marqué une étape, marquante, dans la mesure où c'est à la fois l'aboutissement d'une deuxième vague de projets de la coopération structurée permanente ; il y a un an, on validait une première vague de projets et personne ne donnait vraiment cher de la capacité des Européens à enclencher ce mouvement.

Or, ce mouvement, il est non seulement enclenché mais il s'amplifie puisque ce sont 17 nouveaux projets importants et ambitieux qui ont été décidés dans lesquels la France va jouer un rôle important.

Et puis au-delà de ces 17 nouveaux projets qui sont encore une fois une avancée très importante, nous avons également acté le fait que nous étions parvenus à un accord sur le projet de règlement concernant le fonds européen de défense. Là encore c'est une nouvelle étape majeure qui nécessitera désormais que l'on aboutisse dans le cadre du trilogue mais enfin c'est un processus qui a été particulièrement rapide et là aussi il faut s'en féliciter.

Tout ceci montre que l'Europe de la défense est en marche, qu'une Europe plus autonome, plus forte, plus capable de protéger ses citoyens est également en marche et très nécessaire. Et c'est une Europe concrète, pratique : je crois que c'est aussi important vis-à-vis des citoyens européens de montrer que l'Union européenne est capable de se traduire de façon très pratique en faveur de leur sécurité. Et si l'on prend quelques exemples, la France a préconisé de présenter le projet d'hélicoptère qui est un hélicoptère d'attaque qui s'appelle le Tigre en version III ; la France a proposé que nous portions un projet de co-basing, le co-basing c'est la capacité pour les pays européens, qui comme l'Estonie ou le Royaume Uni, accompagnent la France au Sahel avec Barkhane, eh bien que l'ensemble des formalités permettant à ces pays d'être à nos côtés soient largement facilitées.

Donc tout cela est favorable à une plus grande collaboration des Européens entre eux dans le

domaine de l'Europe de la défense. Et puis, nous nous sommes également entendus pour que les capacités opérationnelles - le MPCC - soient également renforcées, donc tout cela est extrêmement positif.

Et ce conseil, il fait suite à une réunion qui s'est tenue il y a quelques jours, une semaine plus tôt, à Paris qui était la première réunion ministérielle de lancement de l'initiative européenne d'intervention, initiative qu'ont rejoint dix pays puisque la Finlande a rejoint cette initiative. Vous savez que l'objectif de cette initiative, c'est de compléter toutes les initiatives de l'Union européenne, que ce soit dans le domaine capacitaire, avec le CSP, que ce soit dans le domaine du financement de la recherche et de la technologie, avec le fonds européen de défense ; mais il manquait sur le plan opérationnel une brique et cette brique, c'est l'initiative européenne d'intervention qui permet à des Etats qui sont capables militairement et volontaires politiquement de se retrouver pour préparer, planifier d'éventuelles gestions de crise. Donc c'est à cela que nous nous sommes attelés et je pense que cette initiative vient renforcer et compléter utilement tout ce que l'Union européenne a initié depuis maintenant deux ans.

Et puis pour terminer, je voudrais dire que je me suis réunie hier avec ma collègue, Mme Von der Leyen, la ministre allemande de la défense et que nous avons fait un point d'étape sur les projets de coopération franco-allemands que nous partageons, avec un focus tout particulier sur un projet très important pour nos deux pays qui est le futur système de combat aérien. Ce projet, dit F-CAS ou SCAF selon les cas, est un projet qui a marqué une première étape significative depuis que nous avons signé une lettre d'intention au mois de juin 2018, au moment des rencontres de Meseberg. Et donc, nous avons convenu, ensemble, d'un système qui permet de lancer très rapidement des études d'architecture et de conception sous leadership français. Donc ceci démarrera extrêmement vite, avec un schéma d'organisation industrielle attaché à cette première étape qui est également lui-même défini. Et puis nous nous sommes également mis d'accord sur le fait que des démonstrateurs devront être lancés très rapidement et donc nous avons bon espoir que d'ici le milieu de l'année 2019, ces démonstrateurs, qu'il s'agisse d'un démonstrateur avion ou d'un démonstrateur moteur de ce futur avion, puisse démarrer très rapidement.

Donc je crois que là encore, je parlais d'une Europe concrète d'une Europe pratique, les projets de coopération industrielle sont évidemment un élément majeur pour faire avancer cette Europe de la défense et sur ce volet franco-allemand qui est un volet fondamental puisqu'il s'agit d'un avion qui équipera nos forces probablement pendant une bonne partie de la deuxième moitié du vingt-et-unième siècle eh bien nous avançons et nous avançons conformément à notre calendrier. Merci beaucoup./.